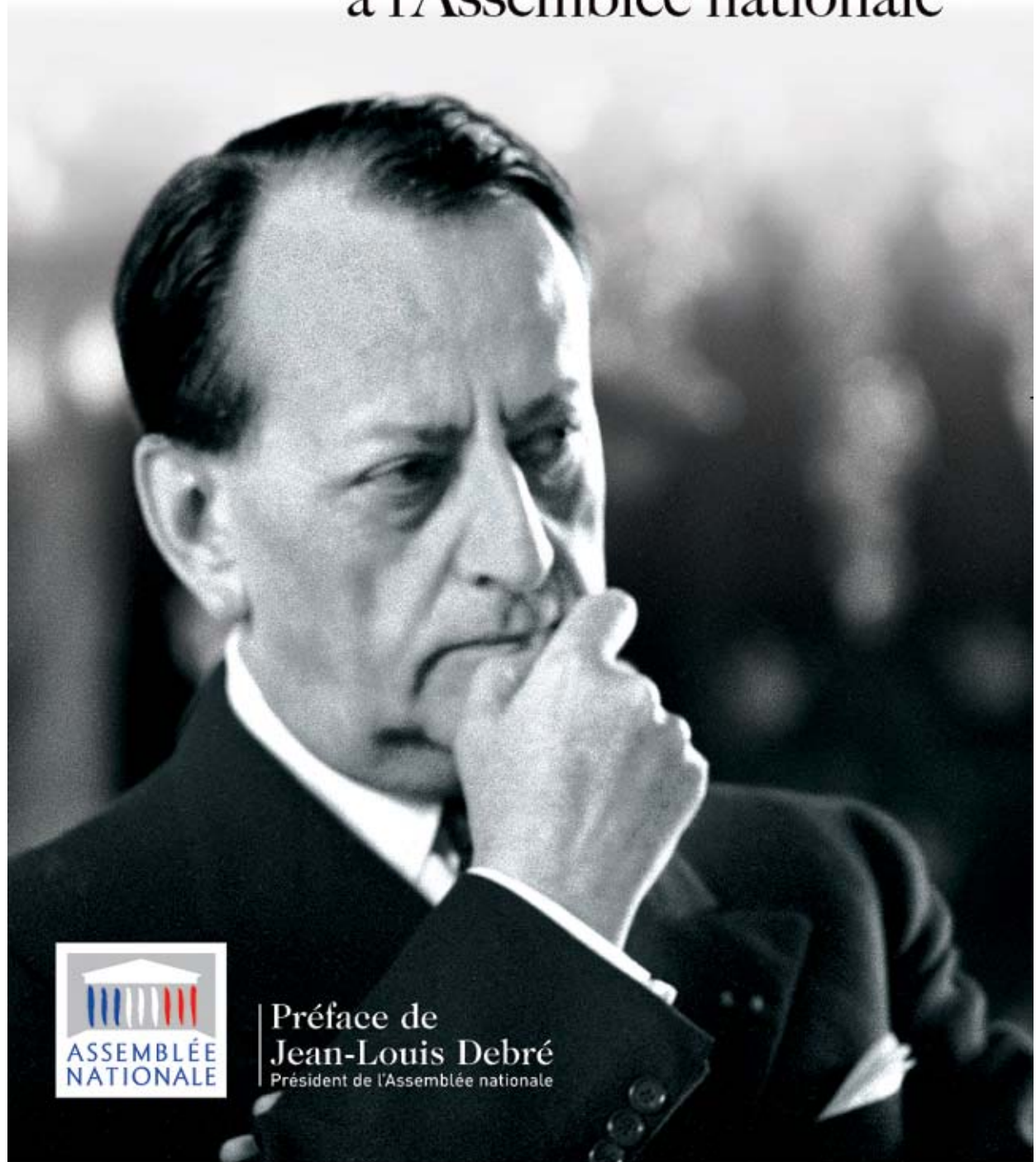


André
Malraux
à l'Assemblée nationale



Préface de
Jean-Louis Debré
Président de l'Assemblée nationale

Malraux à l'Assemblée

*Préface de Jean-Louis Debré,
Président de l'Assemblée nationale*

Préface

« Ainsi vous voilà ministre ! » sourit Nehru quand Malraux vient à Delhi en visite officielle. Pour le chef du gouvernement indien, cette promotion n'est qu'un avatar, car il sait que son interlocuteur a déjà connu plusieurs vies, plusieurs incarnations.

C'est d'abord le jeune poète né avec le siècle, en 1901, qui s'illustre par ses *Lunes de papier*. C'est ensuite le militant de l'anticolonialisme poursuivi en Indochine, c'est l'aventurier qui tente d'emporter des sculptures d'Angkor et qui prend des photographies aériennes d'un problématique « palais de la reine de Saba » au Yémen. C'est l'écrivain puissant de *La Voie royale* et de *La Condition humaine*, flirtant avec le communisme.

C'est aussi l'observateur attentif qui découvre l'hémicycle depuis les tribunes de la presse, le 9 juin 1936, lorsque Léon Blum présente les projets de loi du Front populaire : « Les députés commencent à s'amener. Ça fait très arrivée de musiciens : ils entrent par groupes politiques, demeurent agglomérés puisqu'ils vont siéger ensemble, violons d'un côté et flûtes de l'autre », note le romancier dans ses carnets.

Intellectuel engagé, antifasciste déclaré, André Malraux ira ensuite se battre aux côtés des républicains espagnols, puis dans les rangs de la Résistance.

Ministre, il l'est dès la Libération, quand le général de Gaulle nomme l'ancien « colonel Berger » de la brigade Alsace-Lorraine au portefeuille stratégique de l'Information. « La liberté existe pour et par ceux qui l'ont conquise », déclare Malraux dans l'hémicycle le 29 décembre 1945. Il s'agit de répartir les rares stocks de papier entre les journaux, dans un moment critique qui demeure une période de combat. Mais c'est le même homme qui, vingt et un ans plus tard, défendra *Les Paravents* de Jean Genet contre

toute velléité de censure : « La liberté n'a pas toujours les mains propres, mais il faut choisir la liberté. »

Surtout, le Malraux de 1945 a déjà une claire conscience de sa mission : « Si nous parlons de démocratie pour dire quelque chose, nous savons très bien qu'en cette matière, démocratie ne veut pas dire autre chose que la volonté d'un nombre toujours plus grand d'hommes d'accéder à la culture.

« Il ne dépend de personne de faire de tous des hommes cultivés ; mais il dépend de chacun de nous de donner à chaque Français une sorte de droit privilégié d'atteindre à la culture s'il le désire. »

Rendu à la vie privée par le départ du Général en janvier 1946, Malraux milite au RPF et connaît tous les épisodes de la traversée du désert, jusqu'au tournant de juin 1958. Il devient alors ministre délégué à la Présidence du Conseil, puis ministre des Affaires culturelles dans le gouvernement de mon père et il conservera ses responsabilités jusqu'en 1969. Une administration taillée sur mesure, un budget autonome, la durée, le titre de « ministre d'État » : André Malraux

peut enfin passer de la vision à l'action. « Cela veut dire qu'il faut que, par ces maisons de la culture qui, dans chaque département français, diffuseront ce que nous essayons de faire à Paris, n'importe quel enfant de seize ans, si pauvre soit-il, puisse avoir un véritable contact avec son patrimoine national et avec la gloire de l'esprit de l'humanité », explique-t-il aux députés le 17 novembre 1959, en défendant son premier budget des Affaires culturelles. Ce que Jules Ferry a fait pour l'enseignement, André Malraux veut le faire pour la culture. Et en même temps qu'il travaille à répandre à travers tout le pays la connaissance des œuvres et des arts, il s'efforce de sauvegarder l'extraordinaire patrimoine de la France, endommagé par la guerre et menacé par l'expansion urbaine et industrielle.

« Châteaux, cathédrales, musées, sont les jalons successifs et fraternels de l'immense rêve éveillé que poursuit la France depuis près de mille ans », lance Malraux le 14 décembre 1961, lorsqu'il présente son projet de loi de programme relatif à la restauration des grands monuments historiques. Quand un député déclare que son budget est trop faible, le ministre

répond sans langue de bois : « Bien entendu, à qui le dites-vous ! Mais c'est une raison de plus pour faire des lois qui compensent son insuffisance. » Malraux est lui aussi un rêveur éveillé : parce qu'il les place haut, ses objectifs paraissent lointains, mais le ministre qui les poursuit reste ancré dans la réalité. « On peut toujours dire qu'il existe une terre de la félicité, réplique-t-il à ses opposants le 8 décembre 1966. Cela n'a d'intérêt que si on peut prendre un bateau pour y aller. Pour l'instant, de même qu'un gouvernement est d'abord fait pour gouverner, une loi est d'abord faite pour aider quelqu'un à faire quelque chose. »

Une sage parole, au service d'un grand dessein : « Puissions-nous faire que tous les enfants de France comprennent un jour que ces pierres toujours vivantes leur appartiennent à la condition de les aimer ! Puissions-nous ensevelir un jour, à côté de la statue de Mansart ou de celle de Louis XIV, l'un des maçons inconnus qui construisirent Versailles et graver sur sa tombe : Versailles, bâti pour le roi, conquis par le peuple, sauvé par la nation. »

En rendant les locaux et appartements détenus à Versailles par le Parlement, je crois avoir, modestement, suivi le chemin tracé par Malraux.

En publiant ces extraits de ses discours parlementaires, je veux remplir à mon tour ce devoir de transmission qui incombe à chaque génération. Le ministre Malraux venait à l'Assemblée armé de fiches techniques qu'il se hâtait de délaissier, pour révéler aux députés la véritable portée de son action. Ses messages, ici rassemblés sous la forme d'un abécédaire, n'ont rien perdu de leur force, de leur pertinence ni d'ailleurs de leur verve.

« Il y a un héritage de la noblesse du monde et il y a notamment un héritage de la nôtre », disait Malraux. Soyons à notre tour de dignes héritiers de son œuvre et de son exemple.

JEAN-LOUIS DEBRÉ

*A*rt

L'art ne sera bientôt plus un problème de luxe. Ce n'est même plus un problème politique. Il ne s'agit plus de faire que ceux qui sont les plus pauvres puissent aussi connaître l'art. L'art est en train de devenir un immense problème sociologique. Le fait mystérieux, c'est que, très simplement, il y a cent ans, même pour un très grand artiste, un objet d'art, un tableau c'était quelque chose qu'on possédait. Si on n'était pas assez riche, on allait au Louvre, mais c'était bien dommage car c'était la collectivité alors qui possédait et c'était tout de même un peu une tare. Mais, à l'heure actuelle, c'est absolument fini. En définitive, la moitié des gens qui aiment la peinture possèdent extrêmement peu de tableaux. Ils vont dans les musées ou, tout bonnement, ils vont voir les vitrines des marchands de tableaux. La possession est donc en train de devenir viagère. Considérez les collections américaines. Il n'y en avait pas une, l'année dernière, qui, après deux générations, n'ait pas été remise à un musée. C'est dire que, à l'heure actuelle, la notion de possession de l'objet d'art est en train de disparaître.

Je n'ai pas besoin de vous dire que cela va extrêmement loin parce que l'art gothique ou l'art roman étaient des arts que personne ne possédait. Ce qui est en train de se produire de nouveau, c'est un art

qu'on ne possède pas, alors que ce qu'on a appelé « art », pendant tout le temps du luxe, c'était le tableau qu'on mettait à son mur.

*Assemblée nationale,
26 octobre 1961*

Audio-visuel

Nous présentons tous que la prochaine alphabétisation, plus tôt ou plus tard, ici ou ailleurs, sera le fait de l'enseignement audio-visuel.

Ce serait malheureusement peu de chose que la meilleure loi sur les libertés, si elle ne se rendait pas maîtresse du plus puissant instrument de liberté et d'asservissement qu'ait jamais conçu l'esprit humain.

Ce fut précisément l'un des derniers grands desseins du général de Gaulle. Celui-ci aurait voulu commencer, bien avant son départ, cette réforme qui est une révolution. S'il ne l'a pas fait, c'est parce que les techniciens lui assurèrent que la mise au point des formes de vidéo-cassette, de disques et de télévision par câble était suffisamment proche pour qu'il fût très dangereux de tenter une réforme qui impliquait des investissements énormes. Deux ans après, en effet, on aurait peut-être dû constater que l'argent avait été dépensé en vain et qu'il fallait reprendre la réforme à zéro. Il a donc différé cette réforme et les événements ont été ce que vous savez. [...]

J'ai dit autrefois à l'Assemblée nationale que si l'État ne choisissait pas de ne rien faire, il fallait choisir entre la culture pour tous et la culture pour chacun, les connaissances pour tous ou les connaissances pour chacun. Pour tous, cela n'a de sens que pour un État totalitaire ; pour chacun, on peut imaginer que la meilleure classe de philosophie – je dis bien classe et non cours car le dialogue jouait un grand rôle, par exemple dans la classe du philosophe Alain – sera télévisée pour les élèves de philo, ou que, dans toutes les écoles primaires, seront diffusés les cours de base des dix meilleurs instituteurs. Faire exposer un programme de connaissances par les plus éminents chercheurs, mais aussi par les meilleurs pédagogues, par les meilleurs vulgarisateurs et par les meilleurs journalistes, ce n'est pas un élément secondaire de la révolution que nous attendons ou qui nous attend. Il existe, pour toutes les connaissances, de grands interprètes comme il en existe pour le théâtre et le chant, grands interprètes qui ne sont pas nécessairement des créateurs. Notre civilisation agit comme une civilisation qui aurait supprimé les représentations théâtrales lorsqu'elle sut imprimer les pièces. Cet interprète se situe entre le programme et le corps enseignant.

*Commission des libertés,
12 mai 1976*

Budget

Il n'y avait pas jusqu'ici, d'affaires culturelles, avant tout parce qu'il n'y avait pas de budget particulier aux affaires culturelles. Le fait qu'inévitablement les crédits réservés aux opérations culturelles vissent à la fin de l'énorme et parfois dramatique budget de ce que l'on appelait jadis l'Instruction publique, impliquait que, chaque fois qu'il était nécessaire d'obtenir un crédit supplémentaire, celui-ci était refusé, non pour de mauvaises raisons, mais parce qu'il était plus nécessaire ailleurs.

L'autonomie du budget permet l'autonomie de l'action.

*Assemblée nationale,
17 novembre 1959*

Censure

Ce qui est certain, c'est que l'argument invoqué : « Cela blesse ma sensibilité, on doit donc l'interdire », est un argument déraisonnable. L'argument raisonnable est le suivant : « Cette pièce blesse votre sensibilité. N'allez pas acheter votre place au contrôle. On joue d'autres choses ailleurs. Il n'y a pas obligation. Nous ne sommes pas à la radio ou à la télévision. »

Si nous commençons à admettre le critère dont vous avez parlé, nous devons écarter la moitié de la peinture gothique française, car le grand retable de Grünewald a été peint pour les pestiférés. Nous devons aussi écarter la totalité de l'œuvre de Goya ce qui sans doute n'est pas rien. [...]

En fait, nous n'autorisons pas *Les Paravents* pour ce que vous leur reprochez et qui peut être légitime ; nous les autorisons malgré ce que vous leur reprochez, comme nous admirons Baudelaire pour la fin d'*Une charogne* et non pas pour la description du mort. [...]

Vous voulez avoir un droit de regard sur quelque chose qui ne relève pas de l'ordre de l'enfance délinquante, que je considère comme complètement différent. Vous voulez avoir un droit de regard sur ce que vous avez appelé la pourriture. Baudelaire n'a pas été imprimé par l'empereur Napoléon III, mais vous vous trouvez tout de même dans la situation de ceux qui condamnaient Baudelaire.

Il y a quelque chose de beaucoup plus profond qu'un débat dans cette enceinte, c'est de savoir où la poésie prend ses racines. Or, vous n'en savez rien et moi non plus et je reprends ce que j'ai déjà dit : « La liberté n'a pas toujours les mains propres, mais il faut choisir la liberté. »

*Assemblée nationale,
27 octobre 1966*

Chefs-d'oeuvre

L'histoire de l'humanité nous apporte, elle aussi, son long cortège de haines et de sang, mais les chefs-d'œuvre se lèvent de la mort comme les victoires ailées se levaient des champs de bataille antiques. La plus grande épouvante qu'ait connue le monde, l'horreur assyrienne, emplit notre mémoire de la majesté de la lionne blessée. Et si un art naissait demain des fours crématoires, il n'exprimerait pas les bourreaux, il exprimerait les martyrs.

En un temps où le grand songe informe que poursuit l'humanité prend parfois des formes sinistres, il est sage que nous en maintenions les formes les plus hautes. Le songe aussi nourrit le courage, et nos monuments sont le plus grand songe de la France.

C'est pour cela que nous voulons les sauver ; non pour la curiosité ou l'admiration, non négligeable d'ailleurs, des touristes, mais pour l'émotion des enfants que l'on y tient par la main. Michelet a montré jadis ces petits visages éblouis devant les images de leur pays où la gloire n'avait pas d'autre forme que celle du travail et du génie. C'est elles qui nourrissent notre communion la plus profonde. C'est par elles que les combats, les haines et les ferveurs qui composent notre histoire s'unissent, transfigurés, au fond fraternel de la mort.

Puissions-nous faire que tous les enfants de France comprennent un jour que ces pierres encore vivantes leur appartiennent à la condition de les aimer.

Puissions-nous ensevelir un jour, à côté de la statue de Mansart ou de celle de Louis XIV, l'un des maçons inconnus qui construisirent Versailles et graver sur sa tombe, grâce à la loi que nous vous demandons de voter aujourd'hui : « À Versailles, bâti pour le roi, conquis par le peuple, sauvé par la nation. »

*Assemblée nationale,
14 décembre 1961*

C *ivilisation*

Ce n'est pas parce que les valeurs de l'esprit que nous défendons sont anciennes qu'elles sont défendables. Ce n'est pas parce que la tragédie grecque est ancienne qu'elle est la tragédie grecque : c'est parce qu'elle a survécu. Un certain nombre d'images humaines portent en elles une telle puissance – c'est ce qu'on appelle le génie – qu'elles transcendent non seulement les siècles, mais les civilisations entières.

La moitié de ce que nous admirons n'appartient pas à notre civilisation. Nous admirons Shakespeare, Eschyle, Sophocle. Par conséquent, il est indispensable qu'à l'échelle de l'État, c'est-à-dire avec le plus grand nombre possible de moyens, on fasse en sorte que la

sauvegarde soit placée d'une façon permanente en face de l'attaque.

*Assemblée nationale,
9 novembre 1967*

Culture

Il me semble indispensable, puisque le problème culturel est évoqué, que la culture française cesse d'être l'apanage de gens qui ont la chance d'habiter Paris et d'être riches.

*Assemblée nationale constituante,
29 décembre 1945*

Que sont les affaires culturelles ?

On en a parlé pendant des années et pendant des années, l'expression a fait fortune. Elle a même fait fortune dans la révolution chinoise, mais personne n'a jamais su de quoi on parlait.

On a appelé « beaux-arts » ou « direction générale des lettres et des arts », dans un certain nombre de pays, ce qui, en gros, correspondait aux achats de la cassette royale ou impériale. Mes prédécesseurs, au temps de Napoléon III, étaient des gens qui achetaient des tableaux et ne faisaient rien d'autre. Au besoin, lorsqu'on a construit l'Opéra, c'était de nouveau sur la

cassette impériale. Et le Second Empire est mort avant que cette construction soit terminée.

Nous nous sommes donc trouvés, en Europe, héritiers d'un système scolaire à changer de fond en comble et d'un système dit des beaux-arts qui, lui, n'a jamais changé.

L'œuvre pédagogique de la III^e République est une des plus grandes qui ait été accomplie dans le monde jusqu'à l'alphabétisation de la Russie.

Mais au moment où Jules Ferry faisait tout ce que nous savons, il ne faisait rien du tout pour les beaux-arts, qui ne dépendaient pas vraiment de lui. On oublie toujours que, techniquement, il s'agissait d'un domaine annexe. Lorsqu'on disait que les enfants français devaient savoir lire, il n'était nullement question de faire des travaux sur le musée du Louvre. On disait seulement que les enfants auraient le droit d'aller au musée. C'était déjà très bien, mais c'était seulement cela.

Ce qui s'est passé en France s'est passé ailleurs. Les Républiques, en Europe, se sont puissamment attachées à créer des systèmes pédagogiques, mais aucune n'a créé un système artistique. Pourquoi ? Parce que l'art, en ce temps-là, c'était la bourgeoisie.

Ce qu'a fait Jules Ferry, c'est un mouvement réellement populaire, sans aucune démagogie. Disons clairement qu'il s'était demandé si les enfants de France sauraient lire, mais qu'on ne songeait à rien d'équivalent en ce qui concerne l'art. On ne disait pas

que n'importe quel enfant devait comprendre Rembrandt, car cela n'aurait eu aucun sens. On n'a donc rien changé. Tout au plus a-t-on fait l'école du Louvre, c'est-à-dire une école pour spécialistes.

La pédagogie, dans l'Europe entière, a été prise en main par la volonté révolutionnaire républicaine ; jamais l'art ne l'a été.

Lorsque la IV^e République a disparu, nous nous sommes trouvés en face du même problème que nous aurions connu en 1875 et que rencontrent aujourd'hui l'Angleterre et même une partie de l'Allemagne fédérale, dans quelques Länder.

Il s'agit donc de bien se rendre compte de la situation. Pendant un certain temps, tout cela n'a pas eu d'importance. Des gens riches donnaient de l'argent pour les musées. L'État, lui aussi, accordait des crédits. C'était l'équivalent de l'ancienne cassette impériale ou royale.

Et maintenant, les gens vont se promener dans les musées. Tout à coup, après cette guerre, dans le monde entier, on s'est aperçu avec stupéfaction – il y a exactement dix ans – que le nombre des entrées dans les musées avait dépassé celui des entrées dans les stades, c'est-à-dire que dans une civilisation qui pose comme principe que le peuple entier est avant tout intéressé par le sport, il est parfaitement faux qu'il y ait plus de sportifs que de visiteurs des musées.

*Assemblée nationale,
27 octobre 1966*

*D*émocratie

Si nous parlons de démocratie pour dire quelque chose, nous savons très bien qu'en cette matière, démocratie ne veut pas dire autre chose que la volonté d'un nombre toujours plus grand d'hommes d'accéder à la culture.

Il ne dépend de personne de faire de tous des hommes cultivés ; mais il dépend de chacun de nous de donner à chaque Français une sorte de droit privilégié d'atteindre à la culture s'il le désire.

*Assemblée nationale constituante,
29 décembre 1945*

L'État, dans nos démocraties, était conçu comme l'agent de la volonté générale, mais il est devenu l'agent de la volonté de la majorité. Or, dans un État moderne, la majorité subit un changement orienté et constant qui ne doit rien au hasard, et qui grippe la machine. On constate, dans les grandes démocraties occidentales, que des moments historiques décisifs sont à la merci de moins de 1 % et l'on pense tout de suite à l'élection du président Kennedy.

Lorsque l'idée de démocratie est née de la volonté générale, elle reposait sur un concept solide : la majorité, c'est l'ordre non privilégié ; la minorité, ce sont les ordres privilégiés. À cette époque, on avait

72 % contre 28 % et la notion de majorité était une notion forte et raisonnable.

Mais, à partir du moment où on en arrive à un rapport de 49 % à 51 %, il ne faut pas commettre l'erreur de croire, comme ce Premier Ministre britannique, que l'on peut gouverner avec 1 % de majorité. Avec 1 % de majorité, on peut faire une loi, mais pas un gouvernement historique. Les pays commencent à prendre conscience de l'irréalité du système, et ceux-là mêmes qui avaient bonne conscience avec le rapport 80 % contre 20 % ont mauvaise conscience quand un destin historique est à la merci d'une marge infime.

Ainsi le général de Gaulle avait-il dit : « La France sera-t-elle gouvernée un jour par les gens dont le nom commence par la lettre A ? » Cela signifiait que des citoyens dont le nom commence par cette lettre pouvaient faire basculer la majorité. Cette mauvaise conscience a paru, dans les temps modernes, un phénomène capital. Mais, si le système ne fonctionne plus, par quelle formule le remplacer ?

Toute solution autoritaire, qu'elle soit de droite ou de gauche, ne fait que reculer le problème. Si une majorité de 51 % peut modifier les institutions afin d'exercer réellement le pouvoir, elle est obligée de recourir aux voies policières, c'est-à-dire à une technique de contrainte, mais pas à une technique des libertés et le problème reste entier.

D'ailleurs, dans nos démocraties, les moyens policiers ont vraisemblablement perdu de leur

efficacité. Lorsque les adversaires sont nombreux, il ne suffit pas de les tuer pour faire fonctionner l'État, et les théories sud-américaines sont tout de même fondées sur des événements relativement anciens. Aucun coup d'État ne s'est produit dans un pays quasi partagé. L'historien se posera certainement la question.

*Commission des libertés,
12 mai 1976*

Diversité culturelle

En premier lieu, nous sommes en face d'une transformation de la civilisation mondiale, qui n'échappe à aucun de vous. Ce siècle verra l'héritage entier du monde passer dans les mains de quelques nations.

*Assemblée nationale,
17 novembre 1959*

Écrivain

Il est extrêmement difficile, non pas de savoir qui est écrivain, car la gloire y suffit parfois, mais de savoir qui n'en est pas un.

*Assemblée nationale,
5 novembre 1960*

***É**ducation*

Il existe, du moins dans toutes les grandes démocraties, une institution, dont on suppose qu'elle a pris le relais de la formation des hommes modernes : l'éducation nationale. Même si elle ne prétend pas former des hommes, elle se prévaut de donner aux citoyens les meilleurs éléments de décision. Il ne s'agit pas de propagande. La démocratie en France a été fondée, en fait, sur la création de l'instruction publique obligatoire, sur la loi Ferry. L'école a été créée contre les plébiscites de Napoléon III, comme moyen de conscience de la République.

La révolution accomplie par la III^e République est symbolisée non pas par un philosophe ou un grand universitaire, mais par un ministre : Jules Ferry. On dit généralement qu'il a appris aux enfants à lire, à écrire, à compter, à connaître leur histoire. Or l'école républicaine, ennemie des monarques dans une Europe comble de rois, a créé le peuple au sens où nous l'entendons aujourd'hui, bien différent du peuple citadin de Michelet, du peuple rural de Flaubert, celui qui atteindra l'âge d'homme en 1900.

Qui a fait plus pour la liberté que ceux qui ont conquis le droit de lire, aussi important que l'invention de l'imprimerie puisqu'il a inventé des lecteurs et métamorphosé la presse ? Que signifiait la liberté de presse pour les analphabètes ? Le citoyen à part entière

ne date pas de 1789, mais de 1883, de la République qui lui a appris à lire, et elle le savait bien.

*Commission des libertés,
12 mai 1976*

État

... nous sommes en face de la fin des empires agraires. De l'Égypte pharaonique jusqu'à Napoléon, il n'y avait pas de différence fondamentale dans la structure des États. Essentiellement agricoles, les pays étaient dotés d'un chef, d'une armée, de finances, et si Ramsès avait eu à parler avec Napoléon, ils auraient parlé du même type de ministres et se seraient parfaitement compris. En revanche, si Napoléon avait eu à parler avec le Président des États-Unis, il aurait fallu tout recommencer. Donc, aux environs de 1870, au milieu du XIX^e siècle, un fait capital est entré dans la civilisation : la machine a remplacé les structures des empires agraires qui étaient la matière même de l'histoire.

Second point : nous assistons à la fin des empires historiques. On pourrait penser que le problème a commencé avec les grandes découvertes. En réalité, il n'en est rien, car la charnière se situe au XIX^e siècle, au cours duquel l'Occident a disposé d'une supériorité militaire incontestable et incontestée.

Tout cela a donné ce que vous savez. Mais, en 1947, c'est Nehru, en 1948, c'est Mao. Les empires historiques ont cessé au milieu de notre siècle d'être la base même de l'histoire de la conquête du monde. D'autre part, au XIX^e siècle a eu lieu la colonisation de ceux qui ne savaient pas lire par ceux qui savaient lire : un siècle d'instruction gratuite a pesé plus lourd que trois siècles d'imprimerie.

*Commission des libertés,
12 mai 1976*

Film

C'est une opinion très loyale et très sympathique, si l'on veut, que de croire qu'on peut juger un film sur un scénario. Mais le plus grand metteur en scène du monde, Eisenstein, au moment où il travaillait avec moi, me disait que trois de ses films venaient d'être refusés parce qu'il avait été contraint de les faire juger sur leurs scénarios : « Ceux qui les ont lus, disait-il, ne pouvaient pas imaginer mes images ; s'ils avaient pu les imaginer, ils auraient été comme moi l'auteur du *Cuirassé Potemkine*. » Il n'est au pouvoir de personne au monde de juger un film autrement que sur ses images.

*Assemblée nationale,
24 novembre 1959*

France

Certains pays ne sont jamais aussi grands que lorsqu'ils se battent pour eux-mêmes, telle l'Angleterre de Drake ou de la bataille de Londres. Certains pays ne sont jamais aussi grands que lorsqu'ils se battent pour tout le monde, c'est-à-dire pour les autres. Ainsi, sur les routes de l'Orient, il y a des tombes de chevaliers français. Ainsi, sur les routes de la Liberté, il y a des tombes des soldats de l'An II. La France n'est la France que lorsque, la première, elle entreprend une œuvre, et qu'elle le fait pour tout le monde.

*Commission des libertés,
12 mai 1976*

Gaullisme

En définitive, qu'est-ce qu'on a appelé le gaullisme ? Essentiellement, deux choses. D'une part, la confiance absolue dans la France ; d'autre part, l'idée que l'État devait être reconstitué pour être le moyen de cette confiance.

Il est absolument indispensable que, dans chacun des domaines essentiels de notre histoire, l'action de l'État devienne ce qu'elle doit être.

Depuis des siècles, l'idée d'État a été une idée fondamentale. Mais la France s'en était d'autant plus écartée qu'elle la croyait allemande. Il ne faut pas oublier, en effet, que le plus grand théoricien de l'État fut Hegel.

Ce n'est pas le général de Gaulle qui a dit : « Il n'y a pas une seule révolution qui n'ait renforcé le pouvoir de l'État. » C'est Lénine.

Par conséquent, il faut que nous comprenions bien que si la volonté d'État est absolument fondamentale, l'adaptation d'un appareil donné à des conditions de vie qui, dans le monde, changent sous nos yeux, est non moins nécessaire. Si vous comparez les temps de votre adolescence à ceux d'aujourd'hui, vous ne pouvez que reconnaître que vous assistez à la transformation la plus totale que le monde ait jamais vue.

Tout cela implique que nous voulons l'État, puisque nous pensons que sans État il n'y a pas de politique, mais que nous voulons un État moderne, c'est-à-dire un État adapté à l'efficacité et à la justice sociale.

*Assemblée nationale,
7 novembre 1964*

G *ratuité*

On a envisagé incidemment des moyens qui seraient fournis par l'État et on a parlé de détaxe. Mais, mesdames, messieurs, en ce qui concerne les théâtres nationaux, ce à quoi nous devrions aboutir, ce n'est pas à une simple détaxe, c'est à la gratuité. Le théâtre gratuit ! Cela semble chimérique. Mais aller sur la Lune n'était-ce pas ce qu'il y avait de plus chimérique il n'y a pas si longtemps ? Et pourtant...

Et déjà, la télévision, contre une redevance assez faible, constitue un moyen de culture énorme.

Il faut bien admettre qu'un jour on aura fait pour la culture ce que Jules Ferry a fait pour l'instruction : la culture sera gratuite.

Le monde moderne, le monde de la génération qui nous succédera, sera dans l'obligation de faire pour la culture ce qui a été fait pour l'instruction primaire. C'est donc la tâche qui est essentiellement la nôtre et à laquelle nous vous remercions, mesdames, messieurs, d'avoir bien voulu vous associer.

*Assemblée nationale,
9 novembre 1967*

*H*istoire de France

Les monuments que vous allez, je l'espère, sauver, ne les définissons pas par ce dont ils sont nés. Ils ont subi une immense métamorphose. Vincennes n'est plus pour nous, comme pour le XIX^e siècle, une forteresse féodale ; ni Versailles, un lieu de plaisir des rois.

Châteaux, cathédrales, musées, sont les jalons successifs et fraternels de l'immense rêve éveillé que poursuit la France depuis près de mille ans.

Chefs-d'œuvre, sans doute ; lieux de beauté que nous devons transmettre comme ils nous ont été transmis ; mais quelque chose de plus, qui est précisément l'âme de ce grand rêve. Nous savons bien que nous n'avons pas reçu la charge de Vincennes comme celle d'un quelconque donjon ; la charge de Versailles, comme celle d'un château magnifique parmi d'autres.

Notre histoire, comme toutes, recouvre le long cortège de sang et d'avidité que suscite l'inépuisable passion des hommes ; mais si elle est une histoire, et non ce cortège sanglant, ce n'est pas seulement par l'énergie des rois rassembleurs de terres, c'est aussi par ce qui fit la France aux yeux du monde ; car la France n'a jamais été plus grande que lorsqu'elle combattait pour tous et, du donjon de Vincennes au musée des Invalides, l'appel désespéré des croisés de Mansourah renaît dans les chants des soldats de l'an II...

Ces monuments sont les témoins de notre histoire, devenue exemplaire. Tous les peuples ont besoin d'une histoire exemplaire, et lorsqu'ils n'en ont pas, ils l'inventent. Si le chêne de saint Louis enchante les enfants et demeure dans la mémoire des hommes, si nous entendons encore celui qu'on appelait « le gentilhomme le plus mal habillé de sa cour », dire : « Je soutiendrai la querelle du pauvre », c'est qu'il est beau, pour un roi mort, de symboliser la justice. Et si l'appel qui précède cette mort : « Ô, Dieu, ayez pitié de ce peuple qui m'a suivi sur ce rivage ! » trouve en nous une si profonde résonance, c'est qu'il est beau, pour un héros, de symboliser la pitié. Vincennes nous serait moins nécessaire, s'il n'était que le donjon de Philippe le Bel.

*Assemblée nationale,
14 décembre 1961*

Hugo

Eh bien ! nous nous rendons compte aujourd'hui que pour n'importe quel Péruvien ou pour n'importe quel Bolivien il y a quelque chose d'obscur dans ce que fut Victor Hugo, quelque chose qui n'est pas son idéologie mais qui est beaucoup plus profond et qui s'appelle la générosité du monde.

On ne connaît pas la littérature française aux Indes, mais Nehru me disait : « Dans notre pays où, à cause

de la multitude des langues, on connaît si mal les œuvres Tamouls dans les pays Bengali, le livre que tout le monde connaît s'intitule *Les Misérables*. »

Mesdames, messieurs, notre pays a représenté et représente encore, dans l'ordre de l'esprit, ce que j'appelle la générosité du monde.

Je fais appel à vous pour qu'il puisse continuer à le faire.

*Assemblée nationale,
7 novembre 1964*

I *maginaire*

C'est parce que l'Amérique n'a pas véritablement une âme au sens où la civilisation grecque en avait une qu'elle se meuble dans un style qui n'est pas le sien. On n'imagine pas Périclès vivant au milieu de meubles égyptiens : la Grèce était la Grèce ! Le monde moderne est le mélange de son futur et de son passé ; il est extrêmement peu son présent.

Au fur et à mesure du développement des machines, nous observons un développement exactement parallèle dans l'ordre de l'imaginaire. On avait dit que la civilisation machiniste ne ferait que des robots. C'est faux, elle ne fait pas du tout des robots parce qu'elle accroît et va accroître encore davantage le temps des

loisirs, même en tenant compte de la situation du Tiers-Monde. Si d'ici une génération nous arrivons, comme il est probable, à la semaine de quatre jours de travail, il est bien évident que l'imaginaire jouera un rôle géant dans les trois autres jours.

Pour satisfaire au besoin d'imaginaire se sont créées des usines de rêve exactement comme il existe des usines de réalité. Ces usines de rêve, c'est-à-dire en définitive tout ce qui est lié à des transmissions dans le domaine de l'esprit – cinéma, télévision, radio – elles appartiennent ou bien à l'État ou bien au secteur privé.

Quant elles appartiennent à l'industrie privée, quel but recherche celle-ci ?

Certainement pas de dispenser de la culture, mais bien plutôt de gagner de l'argent. Pour cela, elle doit obligatoirement faire appel au maximum à l'instinct car c'est ce qui rapporte le plus.

Notre civilisation est en train de comprendre qu'elle est en quelque sorte attaquée – ou soutenue, comme on voudra – par d'énormes puissances qui agissent sur l'esprit à travers l'imaginaire, et elle veut se défendre contre ces puissances-là.

Pour cela, la civilisation disposait jadis de la religion, laquelle ordonnait l'imaginaire. Aujourd'hui, quelle que soit l'influence des grandes religions dans le monde, elles ne gouvernent plus la civilisation. Ce n'est pas l'Église qui fait le monde nucléaire. Les peuples ont compris, d'un bout à l'autre de la terre, que

ce qui permettait de lutter contre la grande puissance de l'instinct, c'était ce qui vous a été légué.

*Assemblée nationale,
9 novembre 1967*

Individu

Ce serait une grande erreur de croire que les individus sont en train de disparaître. D'ailleurs, que serait une démocratie dans laquelle la notion d'individu n'existerait pas ? La France, au XIX^e siècle, a apporté au monde l'individualisme, avec la légitimation colossale de Napoléon. Julien Sorel lisait le *Mémorial de Sainte-Hélène*. Si un Italien avait dit qu'il lisait Cavour, cela n'aurait pas fait le poids. Il y a donc eu à la fois l'expression de l'individualisme par de très grands écrivains et sa justification par un personnage historique.

Il reste – j'en suis d'accord avec vous – que l'individualisme est aujourd'hui une valeur dépassée. Mais il en va tout autrement de l'individu, car un certain nombre de libertés, et je songe, en particulier, à l'*habeas corpus*, passent, en dernière analyse, par lui.

Si l'on dit : « Il n'y a plus d'individu », on va obligatoirement vers une politique collectiviste. Si l'on entend, au contraire, sauver ce qui peut l'être, on doit passer par l'individu ; Le « je ne veux pas être arrêté

arbitrairement » n'a rien de chimérique. Dès lors qu'on pose ce droit, on pose l'individu.

*Commission des libertés,
12 mai 1976*

Intelligence

En outre, en chacun de nous sommeille un chercheur, parce qu'il y a un joueur. Or, l'histoire de chaque science ressemble à un roman policier où le détective serait l'esprit humain, et j'en donnerai un exemple simple.

L'enseignement de la géographie fait essentiellement appel à la mémoire. Ayons présent à l'esprit que, dans l'Antiquité, lorsque l'on désirait se rendre d'Athènes à Syracuse, on se servait de petits cailloux gravés qui constituaient « des secrets », de même qu'aujourd'hui un chemin secret pourrait figurer sur un plan. La navigation était l'utilisation d'une suite de « secrets ». Un jour, l'humanité a décidé – phénomène prodigieux – qu'elle établirait pour tout un chacun, avec désintéressement, une carte permettant à chaque navigateur de se rendre à Syracuse. Quiconque a connu l'aviation d'avant-guerre sait que pour les régions peu connues, les cartes étaient très approximatives, c'est-à-dire parfaites pour tomber... Comme les hommes de l'Antiquité, nous étions ainsi obligés de savoir nous guider à l'aide de cartes fausses.

Supposons maintenant qu'au lieu d'enseigner la liste des fleuves de l'Amérique du Sud, on enseigne aux enfants comment l'humanité a inventé la géographie. Cette approche serait sans doute beaucoup plus intéressante. C'est à ce propos que je disais que l'esprit humain est le héros d'un roman policier. L'humanité a opéré ses conquêtes lentement et toujours par des moyens surprenants.

Le processus de la conquête par l'esprit humain des matières, mêmes réputées les plus abstraites et les plus arides, n'est pas nécessairement un sujet d'étude aride. Je crois que l'audio-visuel permettrait de remettre les enfants en face de cet effort fondamental de l'humanité, base de ce que nous appelons aujourd'hui l'intelligence.

*Commission des libertés,
12 mai 1976*

Invvalides

Quant aux Invalides, il n'est sans doute pas de monument qui illustre mieux ce que nous voulons défendre ici : chef-d'œuvre incontesté dont nous retrouverons tous l'accent lorsque le nettoyage aura rendu leur couleur à ses pierres, « le lieu le plus respectable du monde » selon Montesquieu, l'édifice que les rois de France faisaient visiter d'abord aux souverains étrangers. Monument de la fidélité du roi à

ses soldats blessés – à ce titre plus noble que Versailles. Mais aussi bien sûr le tombeau de Napoléon. Le destin fait veiller le plus grand capitaine des temps modernes par ses soldats d’Austerlitz ; mais aussi par la garde funèbre des amputés de la France royale et par celle des armées de la République.

Liés à Napoléon malgré tant d’humbles blessés, comme Fontainebleau l’est malgré tant de rois, les Invalides le sont cependant moins par son tombeau, que par le Roi de Rome de Victor Hugo :

Au souffle de l’enfant, dôme des Invalides,
Les drapeaux, prisonniers sous tes voûtes splendides,
Frémirent, comme au vent, frémissent les épis...

C’étaient les drapeaux de l’Empire.

Mesdames, messieurs, ceux d’entre vous qui, après la Libération, ont conduit leurs enfants grandis dans les salles pleines d’ombre du rez-de-chaussée des Invalides, y ont vu aussi les drapeaux de la liberté, les fanions déchirés qui portent les noms d’Arcole et de Rivoli... La France possède maintes maisons des siècles.

*Assemblée nationale,
14 décembre 1961*

***L**iberté*

Monsieur le président, mes prédécesseurs ont beaucoup fait la philosophie de la liberté. Pour ma part, je préfère en venir immédiatement à *la réalité idéologique de base en matière de liberté, qui est la contrainte.*

Qu'est-ce en effet, que la liberté de ne rien faire si personne n'est là pour vous en empêcher ? Au cours de l'histoire, les sources de contraintes se sont succédé : pour le XVIII^e siècle, c'étaient les privilèges et la religion ; pour la Convention, c'étaient les rois ; pour Marx et Lénine, c'était le capital.

En fait, toute grande idéologie politique est la dénonciation d'une contrainte fondamentale et l'organisation de la lutte contre elle. Déterminer les contraintes est donc le seul moyen de déterminer les libertés et leur ordre d'urgence dans des conditions déterminées : une nation, la France, démocratie occidentale, fait face, au cours du dernier quart du XX^e siècle, à une crise de civilisation que chacun constate et que nul ne définit. Toutefois dans cette crise, nous distinguons des caractères, dont le premier est le drame de la jeunesse que nous étudierons en dernier en raison de ses immenses conséquences.

*Commission des libertés,
12 mai 1976*

La liberté, mesdames, messieurs, n'a pas toujours les mains propres ; mais quand elle n'a pas les mains propres, avant de la passer par la fenêtre, il faut y regarder à deux fois.

*Assemblée nationale,
27 octobre 1966*

Loi

On peut toujours dire qu'il existe une terre de la félicité. Cela n'a d'intérêt que si on peut prendre un bateau pour y aller.

Pour l'instant, de même qu'un gouvernement est d'abord fait pour gouverner, une loi est d'abord faite pour aider quelqu'un à faire quelque chose.

*Assemblée nationale,
8 décembre 1966*

Loisirs

À une époque qui n'est pas si lointaine et qu'un certain nombre de ceux qui sont dans cette Assemblée ont vécue comme moi, lorsque naquit le Front populaire, Léon Blum voulut créer quelque chose qui

était assez proche de ce que nous tentons et il créa, avec mon ami Léo Lagrange, un ministère des loisirs.

Pendant des années, on a cru, dans le monde entier, que le problème de la culture était un problème d'administration des loisirs. Il est grand temps de comprendre que ces deux éléments sont profondément distincts, et que l'un est seulement le moyen de l'autre. Il est entendu qu'une automobile est toujours une automobile. Mais, quand elle vous mène où vous voulez aller, ce n'est pas la même chose que quand elle vous mène dans un précipice.

Il n'y aurait pas de culture s'il n'y avait pas de loisirs. Mais ce ne sont pas les loisirs qui font la culture : ce sont les loisirs qui sont les moyens de la culture.

*Assemblée nationale,
9 novembre 1963*

Louvre

Je parlerai à peine du Louvre, ce que j'aurais à en dire, vous le connaissez tous. Précisons seulement que le nettoyage rendra sa pureté à la Colonnade, révélera peut-être, sous la noirceur de la Cour Carrée qui n'est nullement une patine, la polychromie des marbres.

Ce qui est en cause ici, c'est le musée. Par la mise en état du Pavillon de Flore et de cette Cour Carrée où toute la peinture française sera enfin exposée, le Louvre, depuis la sculpture sumérienne jusqu'à la peinture de Cézanne, deviendra enfin le premier musée du monde et le plus éclatant symbole de ce que nous tentons aujourd'hui. Cette maison des millénaires éclaire nos siècles. En elle apparaît clairement l'action mystérieuse de l'art qui n'est que suggérée par nos monuments.

*Assemblée nationale,
14 décembre 1961*

Machinisme

Notre civilisation implique la rupture avec le passé la plus brutale que le monde ait jamais connue. Il y a déjà eu de grandes ruptures et en particulier la chute de Rome, mais jamais elles ne se sont produites en une seule génération. Nous sommes, nous, la génération qui aura vu le monde se transformer au cours d'une vie humaine.

Cette civilisation de transformation sans précédent est à l'écoute de tout le passé du monde ; c'est sur lui que nous branchons nos propres appareils.

J'ai déjà dit que nous n'étions pas en présence d'un budget des beaux arts à modifier ou à développer. Un

phénomène nouveau s'est produit : dans cette génération unique qui voit la transformation du monde, la machine conquérante est apparue avec une puissance qu'on ne lui connaissait pas. Vous le savez, il n'y a aucune relation entre ce qu'ont pu être les actions des machines au XIX^e siècle et ce qu'elles deviennent aujourd'hui.

Pour la première fois, nous assistons à un développement autonome de la machine. Il repose sur un fait très simple : la machine et ses dépendances sont d'une telle importance que statistiquement tout ce qui est argent se dirige inévitablement vers elle. Lorsqu'une grande entreprise réalise des bénéfices énormes, que peut-elle en faire ? Quel qu'il soit, le luxe déployé est sans commune mesure avec la grandeur des bénéfices des entreprises modernes : on n'achète pas des châteaux tous les matins. En conséquence, ou bien l'entreprise se développe, c'est-à-dire que la maison Peugeot, par exemple, qui a réussi dans le cycle, fait de l'automobile et que, si elle réussit dans l'automobile, elle fera de l'avion ; ou alors, ses bénéfices vont à une banque, laquelle banque investit dans les machines l'argent dont elle dispose.

C'est pourquoi nous voyons le machinisme prendre cette puissance extraordinaire et les investissements atteindre des proportions colossales et se diriger exclusivement vers les industries de pointe, contraignant tous les pays à se soumettre à la loi de la civilisation machiniste.

Or, pour la première fois, cette civilisation ne sait pas quelle est sa raison d'être. Celles qui nous ont

précédés savaient ce qu'elles étaient, et le savaient si bien que – je l'ai déjà dit – une conversation entre un pharaon et Napoléon était parfaitement concevable ; c'était le temps des grandes civilisations agraires. Mais déjà, une conversation entre Napoléon et un chef d'État moderne ne serait plus possible parce que les données ont complètement changé.

En face de la machine qui devient victorieuse, en l'absence de conscience de civilisation, se dresse cet étrange retour au passé dont je vous parlais tout à l'heure.

*Assemblée nationale,
9 novembre 1967*

Maisons de la culture

La maison de la culture est en train de devenir – la religion en moins – la cathédrale, c'est-à-dire le lieu où les gens se rencontrent pour rencontrer ce qu'il y a de meilleur en eux. Comprendons bien que chaque fois que nous faisons, dans une ville moyenne, une maison de la culture, nous changeons quelque chose d'absolument capital en France. [...]

Ne jouons pas à créer une maison de la culture par an, bien gentiment ; agissons sérieusement, en sachant, mesdames, messieurs, que ce que je vous demande, c'est exactement vingt-cinq kilomètres d'autoroutes !

Pour le prix de vingt-cinq kilomètres d'autoroutes, nous maintenons que la France qui a été le premier pays culturel du monde en son temps, qui est en train de refaire des expériences sur lesquelles le monde entier a l'œil fixé, la France pour cette somme misérable, peut, dans les dix ans qui viendront, redevenir le premier pays culturel du monde.

*Assemblée nationale,
27 octobre 1966*

Musées

Entre les musées, tels que les a conçus l'ancien régime, c'est-à-dire les collections, et les musées actuels, existe non pas une différence de degré, mais une différence de nature. En fait, dans le monde entier, la notion de collection est en voie de disparition et le musée est en train de devenir national, c'est-à-dire que l'écrasante majorité des œuvres tendent à devenir propriété de l'État, autrement dit propriété du peuple.

C'est à l'intérieur de cette énorme transformation que nous sommes obligés d'intervenir et de développer notre action.

La Chine, la Russie, les États-Unis, l'Égypte, l'Allemagne, la Pologne n'ont, actuellement, qu'une obsession dans le domaine qui est le nôtre : sauver leur passé.

Il peut sembler étonnant que les pays les plus modernes restent par ailleurs tellement attachés à leur passé ; que, par exemple la Pologne, au moment où elle reconstruit la grande place de Varsovie, refasse exactement celle qui a été entièrement détruite ; il est beaucoup plus étonnant encore de penser que les États-Unis, c'est-à-dire le pays de l'architecture la plus moderne du monde, aient inventé un ameublement qui soit entièrement un pastiche du XVIII^e siècle français et anglais. Notre monde moderne est un monde de gratte-ciels habités par le XVIII^e siècle.

Ce lien avec le passé, c'est le domaine commun à notre action sur l'architecture, les musées, les expositions, la musique, les maisons de la culture. Dans tous ces domaines, mesdames, messieurs, l'idée dominante est la même.

*Assemblée nationale,
9 novembre 1967*

Nationalisme intellectuel

Il est parfaitement vrai qu'il n'existe pas de nationalisme intellectuel, mais il est parfaitement vrai aussi que c'est un très grand honneur pour un pays que de porter la charge du destin des hommes et surtout la charge de ce qui peut les sauver. Dans la mesure où nous le pouvons, notre devoir est de le faire au nom de la France.

Pour prendre un exemple simple, j'ai tellement lu qu'il ne fallait pas prêter la *Joconde* parce qu'elle ne pouvait pas voyager – elle est revenue intacte – que je n'ai pas été mécontent de voir qu'aux États-Unis ce tableau, envoyé par la France, était reçu par le Président, le Sénat, la Cour suprême comme aucun être vivant n'avait été reçu, et qu'à Washington – ville aujourd'hui à majorité noire – les pauvres femmes arrivaient avec leurs enfants les yeux baissés jusqu'au tableau, relevaient les yeux pour le voir, retournaient dans la foule et revenaient encore, comme pour voir des icônes. En définitive, ces centaines de milliers d'êtres qui venaient admirer la *Joconde* venaient dire merci à la France.

*Assemblée nationale,
9 novembre 1963*

Passé

Que la grande migration dans laquelle chacun voit l'un des caractères manifestes de notre époque mène simultanément à l'abandon du passé des villages et à la destruction du passé des villes, nul ne l'ignore, et l'on s'étonne qu'un nouveau texte législatif soit nécessaire pour y parer.

C'est que la notion de patrimoine national dans les nations d'Europe comme dans celles d'Amérique, comme au Japon, a subi une évolution profonde.

Au siècle dernier, le patrimoine historique de chaque nation était constitué par un ensemble de monuments. Le monument, l'édifice, était protégé comme une statue ou un tableau. L'État le protégeait en tant qu'ouvrage majeur d'une époque, en tant que chef-d'œuvre.

Mais les nations ne sont plus seulement sensibles aux chefs-d'œuvre, elles le sont devenues à la seule présence de leur passé. Ici est le point décisif : elles ont découvert que l'âme de ce passé n'est pas faite que de chefs-d'œuvre, qu'en architecture un chef-d'œuvre isolé risque d'être un chef-d'œuvre mort ; que si le palais de Versailles, la cathédrale de Chartres appartiennent aux plus nobles songes des hommes, ce palais et cette cathédrale entourés de gratte-ciels n'appartiendraient qu'à l'archéologie ; que si nous laissons détruire ces vieux quais de la Seine semblables à des lithographies romantiques, il semblerait que nous chassions de Paris le génie de Daumier et l'ombre de Baudelaire.

*Assemblée nationale,
23 juillet 1962*

Patrimoine

L'un de vos rapporteurs a fait allusion, timidement et pourtant de la façon la plus noble et la plus courageuse, à une objection que chacun de vous porte

en lui-même. Je vais la résumer brutalement : « Pourquoi sauver Reims, pourquoi sauver Versailles, plutôt que d'acheter de nouveaux blocs opératoires ? »

Mesdames, messieurs, nous savons tous que si nous devons choisir, choisir irrémédiablement, entre la vie d'un enfant inconnu et la survie d'un chef-d'œuvre illustre : la *Joconde*, la *Victoire* de Samothrace ou les fresques de Pietro della Francesca, nous choisirions tous la vie de l'enfant inconnu. Mais cette question tragique est un piège de l'esprit. Jamais l'humanité n'a été contrainte de choisir et elle ressent invinciblement qu'elle doit sauver l'enfant et les chefs-d'œuvre.

Tolstoï demandait : « Que vaut Shakespeare en face d'une paire de bottes, pour celui qui doit marcher pieds nus ? » L'Union soviétique, comme les démocraties occidentales, a pensé qu'il fallait fabriquer des bottes pour ceux qui n'en avaient pas – et leur faire lire Tolstoï et Shakespeare.

Tous les États savent aujourd'hui qu'une puissance mystérieuse de l'esprit, qui se confond peut-être avec celle qui assure la survie des grandes œuvres et exprime obscurément l'âme des peuples, affronte dans l'ombre les visages de la misère et du malheur. Il est vain d'opposer l'une aux autres : ce n'est pas à ces visages que nous devons opposer notre action, c'est à l'action des autres nations.

Il n'est pas convenable que la France néglige Reims et Versailles, quand les États-Unis et le Brésil protègent leur architecture d'avant-hier, quand le Mexique restaure ses pyramides aztèques, et la Russie

ses églises ; quand l'Égypte, par la voix d'un Français, fit appel au monde pour sauver ses temples menacés par le barrage du Nil.

*Assemblée nationale,
14 décembre 1961*

Restauration

Sauvegarder un quartier ancien, c'est donc à la fois en préserver l'extérieur et en moderniser l'intérieur, et pas nécessairement au bénéfice du luxe, puisqu'un certain nombre de maisons restaurées de l'îlot rive gauche sont destinées aux étudiants.

Une opération de restauration consiste à conserver au quartier considéré son style propre, tout en transformant les aménagements internes des édifices de façon à rendre l'habitat moderne et confortable.

La restauration concilie deux impératifs qui pouvaient paraître jusque là opposés : conserver notre patrimoine architectural et historique et améliorer les conditions de vie et de travail des Français.

L'un ou l'autre peut sembler simple, l'un et l'autre s'avèrent peut-être assez difficiles.

La loi qui vous est proposée tend à appliquer systématiquement à ce patrimoine la méthode que

l'initiative privée a employée avec succès dans quelques secteurs choisis.

Encore ne s'agit-il pas seulement de sauvegarder, mais aussi de sauver, car la plupart des maisons démolies ou, dans les campagnes, abandonnées le sont pour cause d'ancienneté. Or, s'il est raisonnable de démolir telles sinistres rues du XIX^e siècle pour les remplacer par des H.L.M., il est déraisonnable de traiter de la même façon les rues de la Renaissance ou du XVII^e siècle.

Mais, à l'échelle du pays, l'initiative privée devient secondaire, sinon négligeable. Les problèmes posés par le quartier du Marais, plus encore par celui de la Balance, à Avignon, par tant d'autres, le montrent de reste.

Les sociétés immobilières trouveront sans peine des investissements plus profitables que la restauration de la Balance. Ce n'est pas à ces sociétés, c'est à la municipalité d'Avignon que le sort de ces quartiers pose un problème qui ne peut être différé. C'est à elle que l'État doit venir en aide, parce qu'elle est contrainte d'intervenir, de choisir entre le bulldozer et la restauration.

Mais la reconstruction, heureuse ou malheureuse, est assez facile, alors que sans la loi qui vous est proposée, vous savez bien que personne n'entreprendra la restauration.

C'est pourquoi ce projet de loi, qui doit tant à M. le Premier Ministre Michel Debré, conjugue une protection, une organisation, un secours. [...]

On pourrait dire : pourquoi tenir tant au passé ? Il est instructif de remarquer que personne ne l'ait dit ici, comme personne ne l'avait dit au Sénat. Car nous savons mal pourquoi nous tenons à notre passé, mais nous savons bien que nous y tenons et que toutes les nations tiennent aujourd'hui au leur, non pas lorsqu'elles y sont encore enrobées – elles aspirent alors à le détruire – mais lorsqu'elles se réclament passionnément de l'avenir.

C'est au nom de l'avenir qu'un tel projet de loi eût été combattu naguère : « Vivez avec votre temps, eût-on dit, et construisez des gratte-ciels au lieu de restaurer des maisons anciennes. »

Mais voici que les constructeurs de gratte-ciels emplissent leurs musées du passé de l'Europe ou de celui des Indiens, les constructeurs de Brasilia restaurent leurs villes baroques, l'Union soviétique restaure ses monuments byzantins mieux que ne le faisaient les tsars et aucun gouvernement chinois n'avait mis en place une archéologie comparable à celle de la Chine populaire de Pékin. New York est meublé de bureaux métalliques, mais aussi de salons du XVIII^e siècle. Notre faubourg Saint-Antoine fabrique plus de Louis XVI que de moderne.

Quel temps avant le nôtre avait vécu dans les meubles de ses prédécesseurs ? Le siècle des machines est le premier qui ait retrouvé tout le passé des

hommes. Dans notre civilisation, l'avenir ne s'oppose pas au passé, il le ressuscite. D'où une conséquence sur laquelle je voudrais attirer particulièrement votre attention.

Dans les secteurs auxquels s'appliquerait la loi, l'architecture moderne ne serait presque jamais en cause. Des intérêts privés peuvent défigurer par un building, une admirable perspective ancienne, nous le savons ; mais la municipalité de Paris ne choisira pas d'élever des gratte-ciels en face de l'hôtel Carnavalet ou de l'hôtel Sully.

La municipalité d'Avignon n'avait pas envisagé la reconstruction qui devait suivre la destruction du quartier de la Balance selon le style du rond-point de la Défense. La Défense doit être moderne, la Balance ne doit pas l'être, chacun le sait, et la municipalité avait étudié une reconstruction en style provençal.

Or, les styles dans lesquels se fait la reconstruction des quartiers anciens sont presque toujours liés au passé par l'imitation ou par la recherche d'une parenté avec les immeubles d'accompagnement, si bien que le choix véritable des municipalités lorsque des quartiers anciens ne sont en cause – c'est-à-dire lorsque l'application du présent projet est en cause – n'est le plus souvent qu'un choix entre la restauration et le pastiche.

L'opération bulldozer est légitime et même souhaitable lorsqu'il s'agit de reconstruire en moderne. Quand l'ancien entre en jeu, elle aboutit inévitablement à l'ersatz.

On conçoit mal un État qui refuserait de restaurer la *Joconde* et préférerait la brûler et la faire repeindre à la manière de Léonard.

*Assemblée nationale,
23 juillet 1962*

Survie

Il est clair que, pour un chrétien, le Christ n'est pas un homme d'une certaine époque, il est vivant ; pour un bouddhiste, Bouddha n'est pas un sage d'une certaine époque, il est présent. Pour toutes les grandes religions, le prophète est présent.

Or l'œuvre d'art, elle aussi, est présente à sa manière, et son caractère fondamental, c'est cette mystérieuse survie.

*Assemblée nationale,
9 novembre 1963*

Transmission

L'enseignement peut faire qu'on admire Corneille ou Victor Hugo ; mais c'est le fait qu'on les joue qui conduit à les aimer. La culture est ce qui n'est pas

présent dans la vie, ce qui devrait appartenir à la mort. C'est ce qui fait que ce garçon de seize ans, lorsqu'il regarde peut-être pour la première fois une femme qu'il aime, peut réentendre dans sa mémoire, avec une émotion qu'il ne connaissait pas, les vers de Victor Hugo :

Lorsque nous dormirons tous deux dans l'attitude
Que donne aux morts pensifs la forme du tombeau...

Il y a un héritage de la noblesse du monde et il y a notamment un héritage de la nôtre. Que de tels vers puissent être un jour dans toutes les mémoires françaises, c'est une façon pour nous d'être dignes de cet héritage, c'est exactement ce que nous voulons tenter.

*Assemblée nationale,
17 novembre 1959*

U *topie*

Certains adversaires de la réforme estiment qu'elle n'est pas souhaitable et qu'elle est utopique. Mais de tels qualificatifs ne sont-ils pas utilisés pour toutes les réformes ? L'utopie, c'est l'espoir des autres.

*Commission des libertés,
12 mai 1976*

Valeurs

Toutes les grandes civilisations, ordonnées par des valeurs suprêmes, généralement religieuses, ne fonctionnaient que parce qu'elles avaient conçu un type exemplaire de l'homme. On savait ce qu'était un homme « bien », et cela en dehors de toute considération de classe. D'ailleurs, dans les deux pays qui, les premiers, ont eu une influence mondiale – l'Espagne et l'Angleterre – il y a eu un mot pour désigner ce type d'homme : « gentleman » et « caballero ».

Tout le monde employait le mot. La reconnaissance même mensongère de ce type humain assurait l'armature de la société et des individus. Ceux-ci s'accordaient à ces valeurs, non par des doctrines, mais par une formation assurée par la famille, la religion, les coutumes, par des éléments irrationnels. Or, au XIX^e siècle, la valeur suprême, reconnue ou non, mais incontestable, c'est la science. Vers la fin du siècle, on s'aperçoit avec stupéfaction qu'il y a, entre la science et tout ce qui l'a précédé, une différence de nature. C'est le moment où Marcellin Berthelot met en exergue à l'Encyclopédie : « La science est capable de tuer un bœuf, elle ne l'est pas de créer un œuf. » La plus puissante civilisation que l'homme ait connue, la nôtre, peut détruire la terre ; elle ne peut pas former un adolescent. La science s'applique ; elle ne se dilue pas, parce que son type exemplaire serait au mieux le

savant. Tout Anglais se croit une monnaie de gentleman, mais un téléspectateur ne se croit pas une monnaie de savant.

*Commission des libertés,
12 mai 1976*

Versailles

Versailles ! Louis XIV en fut vraiment le maître d'œuvre passionné. Il est mort importuné par le bruit des marteaux qui avait empli son règne, et depuis l'Espagne jusqu'à Saint-Pétersbourg, ce palais toujours inachevé a imposé son style à l'Europe des grandes monarchies. Mais lorsque, après la Libération, nous voyions les roseaux de la mort affleurer aux berges du grand canal, nous savions bien que cette mort n'eût pas été seulement celle de l'œuvre d'un roi.

Comme Chartres, comme Reims, Versailles est la France. Par le génie de ses artistes, par la plus vaste procession de gloire et de malheur de l'Europe, et aussi parce que dans la cour de marbre la mystérieuse métamorphose dont je parlais tout à l'heure fait la Révolution aussi présente que la Royauté. J'ai vu la reine de Thaïlande faire le geste de la bénédiction bouddhique vers les trous des piques qui crevèrent le portrait de Marie-Antoinette et M. Khrouchtchev rêver sur la dalle du balcon où Louis XVI, devant la clameur du peuple de Paris, pressentit la fin de la monarchie

française et peut-être celle des monarchies occidentales.

*Assemblée nationale,
14 décembre 1961*

Vulgarisation

À Princeton, Einstein me montrait un jour un livre consacré à ses théories par un journaliste, et dont il avait écrit la préface. « Voilà – me dit-il – ce que nous devrions tous faire. Mes exposés ne sont pas toujours faciles et on les a transformés de façon ridicule. Mais il y a des garçons – journalistes ou professeurs – qui ont réellement le talent de rendre accessible ce que j’ai dit. Je devrais toujours le signaler dans une préface, en quelque sorte donner ma garantie. Le public croit que les vulgarisations sont toujours infidèles. En fait, il faudrait organiser la vulgarisation ».

*Commission des libertés,
12 mai 1976*

L *e mot de la fin...*

Vous savez que j'ai obtenu quelque succès au conseil des ministres lorsque j'ai dit que j'étais le seul à ne pas savoir ce qu'était la culture. En définitive, c'est vrai. (*Sourires.*)

*Assemblée nationale,
9 novembre 1963*

Ces citations sont toutes extraites des discours d'André Malraux dans l'hémicycle et de son audition du 12 mai 1976 devant la commission spéciale des libertés. Le texte intégral de ces discours peut être consulté sur le site de l'Assemblée nationale www.assemblee-nationale.fr dans la rubrique Histoire et Patrimoine.

Table des matières

	Pages
Préface.....	5
Arts.....	11
Audio-visuel.....	12
Budget.....	14
Censure.....	14
Chefs-d'œuvre.....	16
Civilisation.....	17
Culture.....	18
Démocratie.....	21
Diversité culturelle.....	23
Écrivain.....	23
Éducation.....	24
État.....	25
Film.....	26
France.....	27
Gaullisme.....	27
Gratuité.....	29
Histoire de France.....	30
Hugo.....	31
Imaginaire.....	32
Individu.....	34
Intelligence.....	35
Invalides.....	36
Liberté.....	38
Loi.....	39
Loisirs.....	39
Louvre.....	40
Machinisme.....	41
Maisons de la culture.....	43
Musées.....	44
Nationalisme intellectuel.....	45
Passé.....	46
Patrimoine.....	47
Restauration.....	49

Survie	53
Transmission	53
Utopie	54
Valeurs	55
Versailles.....	56
Vulgarisation.....	57
Le mot de la fin	58



“ Si nous parlons de démocratie pour dire quelque chose, nous savons très bien qu'en cette matière, démocratie ne veut pas dire autre chose que la volonté d'un nombre toujours plus grand d'hommes d'accéder à la culture. Il ne dépend de personne de faire de tous des hommes cultivés ; mais il dépend de chacun de nous de donner à chaque Français une sorte de droit privilégié d'atteindre à la culture s'il le désire. ”

Assemblée nationale constituante
29 décembre 1945

André Malraux



Prix de vente : 3,50 €
En vente à la Boutique
de l'Assemblée nationale
7, rue Aristide Briand
Tél : 01 40 63 00 33

ISBN 2-11-121605-4

